



La force des territoires au cœur de l'élimination du carbone : projets existants et potentiel de déploiement

Une analyse inédite de [l'AFEN](#), l'Association Française
pour les Émissions Négatives

Mars 2026

Introduction

« L'élimination du carbone se joue d'abord dans les territoires », souligne Julie Gosalvez, présidente de [l'AFEN](#). « C'est là que les acteurs locaux peuvent collaborer et démontrer concrètement la valeur ajoutée économique, industrielle et environnementale des solutions d'élimination du carbone. »

L'élimination du dioxyde de carbone (EDC) regroupe un ensemble d'approches visant à retirer le carbone de l'atmosphère et à le séquestrer de manière permanente. Ces approches, tout comme les vins et les fromages, dépendent fortement du contexte local : couverture forestière, formations géologiques, écosystème économique et social, etc.

Partant de ce constat, l'AFEN a développé **une méthodologie nouvelle** pour analyser non seulement où nous en sommes aujourd'hui, mais aussi le potentiel de développement du secteur émergent de l'EDC à travers les territoires français.

Découvrez dès aujourd'hui la carte de l'Élimination du Carbone en France. Dans les prochaines semaines, nous décrypterons les atouts de la **Nouvelle-Aquitaine, du Grand Est et des Hauts-de-France**, régions qui à ce stade présentent les potentiels EDC les plus élevés.

Il convient de souligner que le potentiel de développement de l'élimination du carbone est également très important dans les régions **Provence-Côte d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes, Île-de-France et Normandie**. Nous poursuivrons notre analyse dans les mois qui viennent et partagerons les résultats sur le fil de l'AFEN. D'ici là, participez à la réflexion : vos commentaires, suggestions et retours d'expérience sont les bienvenus pour affiner notre analyse et construire une approche collective de l'EDC.



1 L'EDC : une ambition nécessaire, plusieurs voies d'action

L'EDC vise à retirer du CO₂ de l'atmosphère et à le stocker durablement. **L'élimination du carbone a vocation à compléter systématiquement la réduction des émissions, priorité absolue de l'action climatique.** Tous les scénarios du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat ([GIEC](#)) compatibles avec +1,5 °C ou +2 °C mobilisent des volumes d'EDC en complément des réductions.

a) L'élimination du carbone est nécessaire pour compenser les émissions résiduelles.

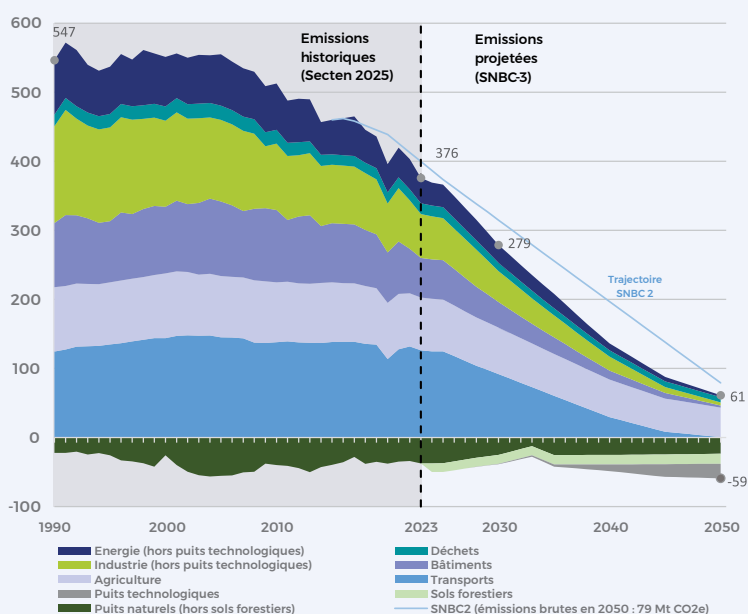
Même avec des efforts massifs de décarbonation, certains secteurs ne peuvent pas réduire toutes leurs émissions d'ici 2050, parce que leurs activités sont techniquement complexes à décarboner et que les solutions ne sont pas encore disponibles à l'échelle. Il s'agit principalement de l'industrie lourde (ciment, acier, chimie), de l'agriculture, du transport et du bâtiment. Pour atteindre la neutralité carbone, il faudra compenser ces émissions restantes grâce à l'EDC.

La Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC), actuellement en cours de mise en œuvre avec

[la version SNBC 3](#) finalisée en

2025, fixe l'objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, c'est-à-dire l'équilibre entre émissions et absorptions nettes. **À l'horizon 2050, elle prévoit des émissions résiduelles de 61 MtCO₂e par an, qui seront à compenser par des puits de carbone naturels et technologiques - un objectif nécessitant une forte mobilisation.**

SNBC 3 : Émissions et puits de carbone - trajectoire à 2050



b) Puits de carbone naturels et technologiques : des approches complémentaires

Les puits naturels représentent des écosystèmes gérés par l'être humain (forêts, sols agricoles, haies, zones humides), tandis que les procédés technologiques, ou semi-technologiques (on dit aussi "issus de l'ingénierie"), comprennent la capture et le stockage permanent du carbone via des infrastructures dédiées.

Selon la stratégie [SNBC 3](#), les puits de carbone naturels absorberont 64 % des émissions résiduelles françaises à 2050, et les puits technologiques 36 %.

La distinction entre "naturel" et "technologique" est moins nette qu'on ne le pense et mérite d'être nuancée. Les approches dites "technologiques" sont souvent basées sur des ressources ou processus naturels. En France, la majorité des projets d'EDC "technologiques" dépend de la biomasse (déchets agricoles, bois...) ou de processus naturels comme la minéralisation.

c) Notre analyse : une lecture territoriale de l'EDC

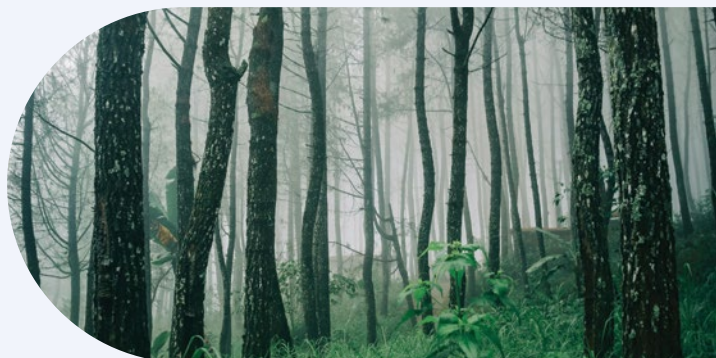
Dans ce rapport, notre analyse du potentiel territorial adopte une approche large, prenant en compte les ressources et infrastructures disponibles dans chaque région pour l'ensemble des approches d'EDC, qu'elles soient naturelles ou technologiques. En revanche, pour l'identification des projets existants, nous nous concentrons sur les solutions d'EDC technologiques.

Les régions sont mobilisées pour stabiliser des puits naturels dégradés par le changement climatique. Les puits naturels bénéficient aujourd'hui d'un cadre stratégique, réglementaire et financier relativement avancé. La Stratégie Nationale BasCarbone (SNBC 3) fixe un objectif clair, décliné dans les régions via les SRADDET, qui intègre la préservation des forêts, des haies, des zones humides et la gestion des sols agricoles. En parallèle, le Label Bas-Carbone permet le financement de plus de 2 000 projets locaux (reboisement, haies, gestion forestière, agriculture).

Les approches dites technologiques nécessitent un saut quantitatif très important. Selon la SNBC 3, les approches technologiques d'élimination du carbone devraient représenter 36 % des capacités d'élimination du carbone en France à l'horizon 2050. Aujourd'hui encore émergent, ce secteur devra connaître un changement d'échelle rapide dans les prochaines décennies, notamment en déployant des approches déjà éprouvées et en faisant émerger de nouveaux projets à travers les territoires. (Source : SNBC 3, p. 42-50)

Les régions représentent des moteurs concrets de la transition. La France reste en retrait par rapport à certains pays européens comme l'Allemagne ou le Royaume Uni dans le déploiement des solutions technologiques d'élimination du carbone. Pour changer d'échelle, la filière a besoin de stabilité et de décisions claires. Cette dynamique peut venir des territoires. En soutenant des projets locaux d'EDC, les régions peuvent servir d'exemples concrets pour éclairer les choix nationaux. C'est une opportunité pour les régions d'agir dès maintenant, tout en renforçant leur tissu économique.

2 L'importance des territoires pour l'EDC



a) L'EDC est un sujet profondément territorial

Les approches d'EDC reposent sur des conditions localisées. Par exemple, le biochar (ou charbon végétal), un matériau riche en carbone produit par pyrolyse de biomasse et résistant à la décomposition, est lié à la **proximité de forêts** dont il valorise les résidus.

Autre exemple : les unités de production de gaz vert (biométhane) ont le potentiel d'éliminer le carbone issu des résidus agricoles si le CO₂ est capturé, liquéfié puis stocké de manière permanente. Ces unités se situent souvent **dans des zones fortement agricoles**.

Les capacités de séquestration permanente du CO₂, ainsi que les solutions de stockage à long terme, dépendent de conditions locales très variées : le carbone peut être minéralisé de manière permanente à partir de certains résidus industriels, comme ceux **des aciéries ou des cimenteries**. Il peut également être capté puis acheminé vers des sites de stockage profond, notamment en mer du Nord, où il est confiné durablement. Ainsi, **la présence de certaines industries ou d'infrastructures portuaires** influence significativement le potentiel de chaque région.

Enfin, la mise en œuvre opérationnelle des projets d'élimination du carbone passe souvent par la maille départementale et intercommunale, avec le soutien des régions.

b) Comment les régions peuvent-elles bénéficier de stratégies et projets d'EDC

Selon [le rapport BCG / AFEN](#) « Élimination du carbone : atteindre le plein potentiel français », la France est bien positionnée pour devenir un leader mondial de ce secteur, « en raison de la qualité de sa recherche, de sa capacité d'innovation, de son secteur industriel et financier et des ressources disponibles pour les solutions naturelles et technologiques ».

Le marché mondial de l'EDC pourrait atteindre 50 milliards d'euros par an à l'horizon 2050, **et jusqu'à 130 000 emplois en France**.

Mais au-delà des chiffres nationaux, l'enjeu est territorial. Le déploiement de l'EDC s'appuie sur des ressources locales - biomasse, infrastructures industrielles, capacités géologiques, électricité décarbonée - et mobilise des acteurs implantés dans les territoires : agriculteurs, forestiers, industriels, collectivités, centres de recherche.

Pour les régions, il s'agit d'une opportunité de structurer de nouvelles filières, de valoriser des ressources existantes, d'attirer des investissements industriels et de développer des expertises stratégiques sur leur territoire.

3

Ce que propose cette cartographie :



Notre analyse répond à deux questions simples :
où se situent aujourd'hui les projets d'élimination
du dioxyde de carbone en France, et où les conditions territoriales suggèrent-elles un potentiel de
déploiement à moyen terme ?

Pour y répondre, nous combinons deux lectures :

1. Initiatives localisées : l'ensemble des projets et sites d'EDC que nous avons pu identifier.
2. Capacité territoriale de déploiement : **un score multicritère** qui synthétise les conditions favorables (intrants, options de stockage, proximité d'universités ou de laboratoires spécialisés, accès à des capacités de transport, infrastructures existantes, etc)

[Les sources et les détails méthodologiques](#) sont disponibles sur le site de l'AFEN.

Cette grille n'a pas vocation à figer un classement et pourra évoluer. Contributions et compléments sourcés sont les bienvenus !

a) La carte en un coup d'œil

Notre cartographie montre que la France ne dispose pas d'un potentiel homogène d'élimination du dioxyde de carbone, mais d'une mosaïque de trajectoires territoriales.

Quatre constats principaux se dégagent.

Un potentiel présent sur l'ensemble du territoire

La richesse des ressources naturelles et des infrastructures - 17 millions d'hectares de forêts, vastes surfaces agricoles, mix électrique largement décarboné - offre un socle favorable à des solutions naturelles, hybrides et technologiques d'EDC.

La France bénéficie également d'un écosystème d'acteurs dynamiques, combinant grandes entreprises, start-ups innovantes et institutions académiques de premier plan.

Un profil territorial et souvent rural

Les projets identifiés ne se concentrent pas uniquement dans les grandes métropoles. Ils sont fréquemment implantés dans des territoires ruraux, comme en témoignent par exemple le projet RockNetZero de [Climerock](#) dans le Cantal, ou les unités de biochar en Côte-d'Or et dans la Nièvre. **L'EDC offre un potentiel de développement d'activités économiques dans des zones souvent éloignées des bassins industriels traditionnels.**



Aujourd'hui, un focus sur le potentiel des forêts et des résidus agricoles. Demain, l'émergence de nouvelles approches technologiques

Aujourd'hui, sur 25 projets d'EDC répertoriés, environ **un tiers concernent le biochar** - sans compter les entreprises françaises qui produisent du biochar en dehors du territoire, comme [NetZero](#).

Par ailleurs, environ **35 % des projets actuels concernent l'élimination du carbone biogénique issu des centrales de gaz vert** (Bioenergy with Carbon Capture and Storage, or BECCS). Il existe environ 800 unités de production de biométhane (aussi appelé gaz vert) en France, et cette source d'énergie renouvelable bénéficie du soutien des pouvoirs publics. **Ce secteur représente une réelle opportunité de passer à l'échelle, en éliminant le carbone capté dans l'atmosphère par la biomasse végétale utilisée dans ces installations.** GRDF, acteur majeur dans les territoires, est un partenaire-clé de la filière méthanisation et [encourage les projets de séquestration du bioCO₂](#). Techniquement relativement simple et maîtrisée, cette approche présente également l'avantage d'injecter des revenus additionnels dans les communautés agricoles. Selon la SNBC 3, le BECCS (bioénergie avec captage et stockage du carbone) devrait représenter 17 % des puits de carbone en France en 2050.

Le reste des projets implantés dans les territoires (environ 30 %) est issu de la **minéralisation du carbone en partenariat avec des cimenteries**, ainsi que d'autres approches au stade de pilote, comme la Direct Air Capture (DAC), l'altération accélérée terrestre (Enhanced Rock Weathering - ERW) ou bien l'alcalinisation des océans.

Il existe un éventail d'approches d'EDC pour lesquelles la France - puissance industrielle, maritime et scientifique - dispose d'un potentiel de leadership, mais qui restent encore peu ou pas mises en œuvre sur le terrain.

Pour mieux comprendre l'EDC et ses différentes approches, consultez [la fiche de synthèse de l'AFEN](#).

Un secteur qui se structure

Nous avons identifié **25 projets répartis dans 11 régions**.

Un tiers de ces projets sont aujourd'hui opérationnels. Il s'agit principalement de projets de biochar, de bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECCS) et de minéralisation du CO₂ dans des matériaux comme le béton.

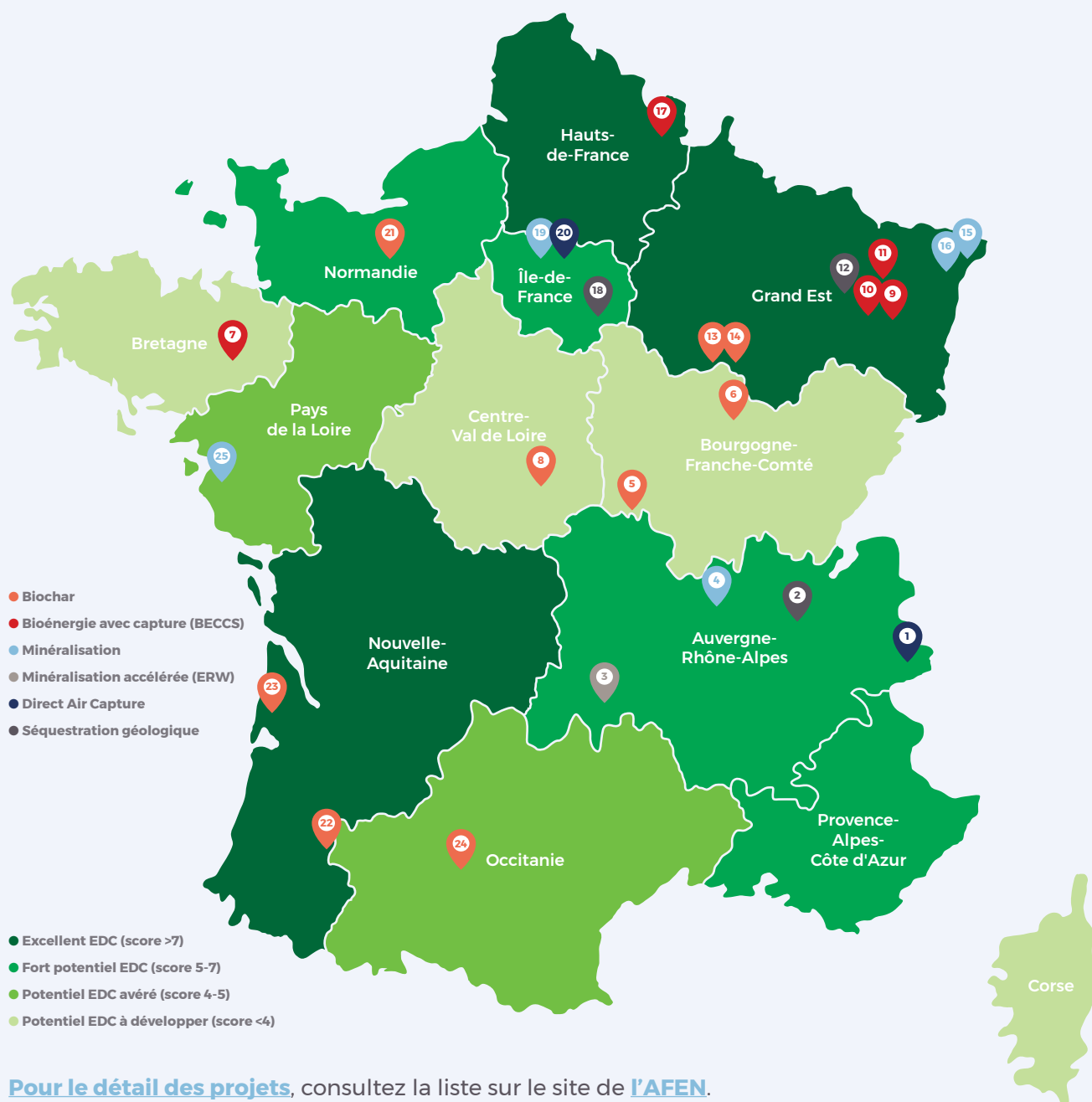
De nombreuses start-ups - dont beaucoup de membres de l'AFEN - travaillent sur des projets ou des pilotes, et prévoient des démonstrateurs ou des unités opérationnelles d'ici la fin de la décennie. Le secteur, en phase initiale de structuration, dispose d'un potentiel immense qu'il s'agit désormais de déployer à grande échelle.

Un décalage entre potentiel régional et maturité des projets

Les trois régions présentant, à ce stade de l'analyse, le potentiel le plus élevé sont la **Nouvelle-Aquitaine, le Grand Est et les Hauts-de-France**.

- Le Grand Est regroupe 8 projets, dont 4 opérationnels.
- En Nouvelle-Aquitaine, nous avons répertorié seulement 2 projets, dont 1 opérationnel.
- Dans les Hauts-de-France, malgré des conditions très favorables à l'élimination du carbone, nous ne recensons qu'un seul projet, au stade de pilote.

Ce coup de projecteur sur les territoires appelle les pouvoirs publics, les investisseurs et les entreprises à valoriser le potentiel qu'offrent ces régions dans ce secteur émergent et stratégique.



Les start-up françaises de l'EDC : un écosystème qui dépasse la carte

Cette cartographie se concentre sur les projets d'élimination du dioxyde de carbone (EDC) implantés en France métropolitaine.

Elle ne reflète pas toute la dynamique du secteur : plusieurs entreprises françaises développent des solutions sans projet localisé en France à ce stade, soit parce que leurs déploiements ont lieu à l'étranger, soit parce qu'elles sont encore en phase de développement.

Par exemple :

- **NetZero** - biochar à grande échelle ; plusieurs sites commerciaux en exploitation au Brésil et au Cameroun. Récompensée au XPRIZE Carbon Removal 2025.
- **PRONOE** - EDC marin (alcalinité) ; démonstrateur industriel annoncé/implanté fin 2025 à Gran Canaria (Canaries, Espagne). PRONOE rejoint le portfolio 2025 de Frontier grâce à un accord de pré-achat de 500 000 \$, soutenu par Google, Stripe et Shopify.
- **Stathmos** - Direct Air Capture ; dispositif modulaire ("Statbox") en trajectoire de démonstration.
- **Bloomineral** - biominéralisation ; phase "proof of concept" et tests avec partenaires.
- **Carbon Time** - EDC marin (alcalinité) ; phase de développement.
- **Norma** - Direct Air Capture électrochimique ; technologie en développement.

b) Un aperçu région par région :

b1) Les trois régions en tête du classement

Grand Est : Diversité des approches EDC, travaux à l'étude sur la chaîne complète du CO₂.

Territoire à la fois industriel (vallée du Rhin, Florange, Saint-Avold) et agricole, le Grand Est est aujourd'hui la région qui compte le plus de projets d'élimination du carbone : 8 au total, dont 4 déjà opérationnels.

La méthanisation s'y développe, avec des projets comme celui de **Carbon Impact**. Plusieurs sites travaillent autour de la minéralisation du CO₂ : Neustark × Fehr à Bischwiller ; **Neustark** × Lingenheld à Oberschaefolsheim ; et autour du biochar (**Groupe SOLER** à Gyé-sur-Seine). Des projets sont à l'étude au niveau de corridor de transport du CO₂ (CO2RR - Route du Rhin) ainsi qu'au niveau de la séquestration locale (NéoStock, cofinancé par GRDF).



Nouvelle-Aquitaine : biomasse abondante et atout stratégique autour de Lacq.

Première région agricole et forestière de France, la Nouvelle-Aquitaine dispose d'un gisement massif de biomasse et d'un potentiel gaz vert élevé.

Des projets de biochar sont déjà en activité ou en projets (ex [Groupe SOLER](#) à Lacanau ; [Miraia](#) à Garlin).

La région bénéficie d'un atout rare : le site de Lacq-Rousse, où 51 000 tonnes de CO₂ ont été injectées entre 2010 et 2013 avec un suivi post-injection achevé en 2016. Cette expérience concrète de stockage géologique fournit des données et perspectives pour le futur.

Enfin, l'acteur local [Teréga](#) mobilise son expertise pour développer des infrastructures de transport de CO₂ et étudie plusieurs sites de stockage géologique en Nouvelle-Aquitaine afin de structurer une filière de décarbonation industrielle régionale.

Hauts-de-France : Un vrai potentiel d'infrastructures autour de Dunkerque et abondance d'intrants.

Région agricole majeure et bassin industriel dense autour de Dunkerque, les Hauts-de-France disposent d'un fort potentiel biogaz et de flux organiques abondants.

Plus de 60 méthaniseurs sont déjà en fonctionnement et les objectifs régionaux sont ambitieux. La combinaison agriculture + industrie lourde + signal hub CO₂ autour de Dunkerque en fait un territoire stratégique pour des projets d'élimination du carbone à grande échelle. Malgré ce potentiel élevé, la région ne compte qu'un pilote identifié : [Revcoo](#) (captage cryogénique sur usine de chaux).

b2) Quatre régions très bien positionnées

Île-de-France : Un rôle de "super-hub".

La région concentre un écosystème favorable : sièges de nombreuses start-ups de l'EDC, institutions expertes, planification, capacités d'ingénierie et de financement. Son rôle pourrait être autant celui d'architecte et de financeur de projets EDC que de territoire d'expérimentation.

Côté projets EDC, l'Île-de-France héberge déjà des démonstrateurs "matériaux" (ex. Lafarge × [neustark](#) à Gennevilliers) ainsi que DAC (Direct Air Capture) (ex. [Yama Carbon](#), pilote en Seine-Saint-Denis).

Côté séquestration, la région bénéficie d'un potentiel géologique sur le bassin parisien, avec notamment un projet de stockage à Grandpuits ([C-Questra](#)), dans un aquifère salin à environ 1 800 mètres de profondeur.



Auvergne-Rhône-Alpes : Un écosystème dense (industrie, R&D, innovation) et une capacité à expérimenter des solutions variées.

Nœud logistique majeur autour de la vallée du Rhône, AuRA concentre à la fois un appareil industriel dense, une abondance de “feedstock” organiques (résidus agricoles, biodéchets...) et des puits naturels de carbone avec ses massifs forestiers.

Côté projets, AuRA concentre un portefeuille diversifié : DAC (projet [Alpinex](#)), altération accélérée ([ClimeRock](#)/RockNetZero), minéralisation/carbonatation ([FastCarb](#)). L'association [Elodica](#) développe les filières industrielles et agricoles de l'élimination du carbone, au cœur des Alpes.

Le cimentier [Vicat](#), par exemple, évoque un projet encore en recherche de financement. *“On va capturer et séquestrer 1.2 millions de tonnes de CO₂ à la sortie de l'usine de Montalieu-Vercieu en Nord-Isère. Ce CO₂ sera transporté par un carבודuc existant jusqu'à Fos-sur-Mer où il sera liquéfié pour un transport maritime et ensuite une séquestration géologique”,* explique Eric Bourdon, directeur général adjoint du groupe.

Normandie : Fort potentiel pour les chaînes EDC biogéniques, une situation stratégique entre le port du Havre et la vallée de la Seine.

Région portuaire et industrielle structurée autour de l'Axe Seine, la Normandie combine un potentiel autour de la méthanisation (environ 60 unités en service), du biochar ([Terra Fertilis](#) dans l'Orne) et des facilités portuaires autour du Havre. Son positionnement logistique en fait un territoire stratégique pour des chaînes CO₂ complètes.

Provence-Alpes-Côte d'Azur : atouts naturels et potentiel logistique autour de Fos / Berre.

Territoire très exposé aux risques climatiques, la Région Sud mise fortement sur la préservation des milieux naturels comme infrastructures de résilience. Forêts méditerranéennes, zones humides littorales, lagunes, dunes forment un socle important de puits naturels de carbone.

Fos-sur-Mer est une zone candidate aux infrastructures de management du CO₂ ainsi qu'un nœud logistique potentiel, avec notamment des projets de reconversion de pipeline pour transporter le CO₂ depuis la vallée du Rhône jusqu'aux facilités portuaires (projet Rhône CO₂). Pourtant aucun projet EDC technologique n'est répertorié à date.



b3) Régions à potentiel EDC avéré, encore à consolider

Pays de la Loire : Potentiel pour l'EDC biogénique, dont BECCS.

Région agricole et bocagère avec une stratégie déchets et gaz vert particulièrement structurée. Le hub GOCO2 Saint-Nazaire constitue un signal fort de capacité chaîne CO₂ (collecte et export), adossé à des infrastructures existantes. Côté projets EDC, la région abrite un projet tangible autour de la minéralisation : [Carborok](#) × Nexstone / Colas (OCAAPI, cofinancé par GRDF) à Chauvé.

Bretagne : Une trajectoire biogaz ambitieuse.

Profil agricole très marqué et gouvernance territoriale autour du bocage, des zones humides et du littoral en fait un terrain favorable pour les solutions d'EDC à base de puits de carbone naturels et d'élimination de carbone biogénique - issu de la biomasse végétale. Par exemple, la start-up [Carbonway](#) travaille avec les unités de biométhane locales.

Centre-Val de Loire : biomasse importante et zone d'expertise autour d'Orléans.

Région de plaines agricoles et de grands massifs forestiers, le Centre-Val de Loire suit une trajectoire planifiée sur la biomasse et la méthanisation. La région bénéficie d'un socle scientifique et d'organismes nationaux (CEA, BRGM, INRAE) et d'un noyau important de travaux liés au CO₂ et au stockage autour d'Orléans (avec notamment le projet de recherche CO₂ Serre piloté par le BRGM et le projet bioCO₂ dissolved cofinancé par GRDF). La région compte également un projet EDC biogénique ([TerraWatt](#)).

Occitanie : Prédominance des solutions EDC fondées sur la nature.

Entre littoral méditerranéen et grands massifs, l'Occitanie place les solutions fondées sur la nature au cœur de son adaptation (gestion durable des forêts, restauration des zones humides, maintien des prairies inondables, réhabilitation des dunes).

La montée en puissance prévue du biogaz ouvre un potentiel important, encore peu explicité dans les documents de planification. Côté projets EDC, on note un pilote biochar avec [Miraïa](#) (Colomiers).

b4) Régions à potentiel EDC modéré à ce stade, mais avec des leviers identifiés

Bourgogne-Franche-Comté : Croissance ambitieuse du biogaz et usines de biochar en développement.

Riche en forêts et en biomasse, la région apparaît comme un territoire particulièrement bien placé pour l'EDC autour des bioénergies.

Côté projets EDC, importance du biochar : [Groupe Bordet](#) à Leuglay et projet d'une nouvelle usine de biochar à Decize.

Corse : Les forêts représentent plus de la moitié du territoire.

Avec un taux de boisement record en métropole (≈55 % du territoire) et des milieux montagne/littoral/zones humides, la Corse repose avant tout sur ses puits naturels de carbone.

Pour aller plus loin :

- Faites connaître l'EDC autour de vous, en [partageant la fiche synthétique de l'AFEN sur l'EDC](#).
- Voir [la liste des projets EDC](#) et [les sources de notre analyse](#) sur le site de l'AFEN pour mieux comprendre notre cartographie.
- Suivez [l'AFEN sur LinkedIn](#) pour ne pas manquer nos prochaines analyses détaillées des régions-clés.



Comment avons-nous évalué le potentiel des régions ?

Pour analyser le potentiel territorial de l'élimination du dioxyde de carbone (EDC), nous avons retenu trois grandes familles de critères.

1 Intrants disponibles

Certaines approches d'EDC reposent sur des ressources locales, en particulier la biomasse ayant absorbé du CO₂ par photosynthèse.

Nous avons pris en compte :

- La part de surface agricole utilisée ;
- Le nombre d'unités de production de biométhane ;
- L'organisation régionale de la gestion de la biomasse et des déchets organiques.
- Gisements CO₂ biogénique, projection 2030
- Les déchets alcalins permettant la minéralisation du CO₂ (résidus aciéries, cimenteries, etc.)

2 Capacités de stockage permanent

L'EDC implique un stockage durable du CO₂.

Nous avons examiné :

- La part du territoire forestier ;
- Le potentiel géologique (par exemple aquifères salins profonds) ;
- L'accès à des infrastructures de transport du CO₂ (ports, pipelines, etc.).

3 Écosystèmes favorables

Le développement d'une filière dépend aussi des compétences et des infrastructures existantes :

- Présence de projets d'EDC (concept, pilote, opérationnel) ;
- Acteurs de la recherche et de l'innovation ;
- Présence de projets de captage, utilisation ou stockage du carbone (CCUS), indicateurs d'une expertise et d'infrastructures pertinentes.

Les sources et les détails méthodologiques complets sont disponibles sur le site de l'AFEN.

www.afen.fr